

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2017/30192]

19 MARS 2017. — Loi modifiant la législation en vue de l'instauration d'un statut pour les accueillants familiaux (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code civil*

Art. 2. Dans le livre I du Code civil, l'intitulé du titre IX, remplacé par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par ce qui suit :

"TITRE IX. — De l'autorité parentale et de l'accueil familial".

Art. 3. Dans le titre IX, modifié par l'article 2, il est inséré un chapitre I, comprenant les articles 371 à 387^{ter}, intitulé :

"CHAPITRE I^{er}. — De l'autorité parentale".

Art. 4. Dans l'article 387^{bis} du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, les mots "des articles 584 et 1280 du Code judiciaire" sont remplacés par les mots "des articles 584 et 1280 du Code judiciaire et de l'article 7/1 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait".

Art. 5. Dans le titre IX du même Code, modifié par l'article 2, il est inséré un chapitre II intitulé :

"CHAPITRE II. — De l'accueil familial".

Art. 6. Dans le chapitre II, inséré par l'article 5, il est inséré un article 387^{quater} rédigé comme suit :

"Art. 387^{quater}. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent au placement d'un enfant mineur non émancipé dans le cadre de l'accueil familial, conformément à la réglementation applicable en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse."

Art. 7. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387^{quinquies} rédigé comme suit :

"Art. 387^{quinquies}. Durant la période de placement, les accueillants familiaux exercent le droit d'hébergement et le droit de prendre toutes les décisions quotidiennes relatives à l'enfant.

Les parents gardent la compétence de prendre les décisions importantes relatives à la santé, à l'éducation, à la formation, aux loisirs et aux choix religieux ou philosophiques de l'enfant.

Cette dernière compétence revient toutefois aux accueillants familiaux en cas d'extrême urgence. Dans pareil cas, ceux-ci font immédiatement part de leur décision aux parents ou, si les parents ne peuvent être contactés, à l'organe compétent en matière de placement familial."

Art. 8. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387^{sexies} rédigé comme suit :

"Art. 387^{sexies}. Les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux conviennent par écrit, à l'intervention de l'organe compétent en matière d'accueil familial, de la manière dont les parents ou le tuteur peuvent exercer leur droit aux relations personnelles prévu par l'article 387^{undecies}, compte tenu des possibilités et des conditions de vie des parents.

Conformément aux articles 1253^{ter}/4 et 1253^{ter}/6 du Code judiciaire, l'accord peut être soumis à l'homologation du tribunal de la famille. L'homologation peut uniquement être refusée si elle est contraire à l'intérêt de l'enfant.

Si les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux ne peuvent parvenir à un accord, le juge statue sur requête de la partie la plus diligente."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2017/30192]

19 MAART 2017. — Wet tot wijziging van de wetgeving tot invoering van een statuut voor pleegzorgers (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. In boek I van het Burgerlijk Wetboek wordt het opschrift van titel IX, vervangen bij de wet van 31 maart 1987, vervangen als volgt :

"TITEL IX. — Ouderlijk gezag en pleegzorg".

Art. 3. In titel IX, gewijzigd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, die de artikelen 371 tot 387^{ter} bevat, luidende :

"HOOFDSTUK I. — Ouderlijk gezag"

Art. 4. In artikel 387^{bis} van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden "en artikel 7/1 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade" ingevoegd achter de woorden "van de artikelen 584 en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek".

Art. 5. In titel IX van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk II ingevoegd, luidende :

"HOOFDSTUK II. — Pleegzorg".

Art. 6. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 387^{quater} ingevoegd, luidende :

"Art. 387^{quater}. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing bij een plaatsing van een minderjarig niet ontvoegd kind in het kader van pleegzorg overeenkomstig de toepasselijke regelgeving inzake jeugdbijstand en jeugdbescherming."

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387^{quinquies} ingevoegd, luidende :

"Art. 387^{quinquies}. Gedurende de periode van plaatsing oefenen de pleegzorgers het verblijfsrecht en het recht om alle dagdagelijkse beslissingen over het kind te nemen uit.

De ouders behouden de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind.

Deze laatste bevoegdheid komt evenwel toe aan de pleegzorgers in geval van dringende noodzakelijkheid. In dat geval, brengen ze hun beslissing onverwijld ter kennis van de ouders of, indien de ouders niet kunnen worden verwittigd, van het bevoegde orgaan voor pleegzorg."

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387^{sexies} ingevoegd, luidende :

"Art. 387^{sexies}. De ouders of de voogd en de pleegzorgers komen, met tussenkomst van het bevoegde orgaan voor pleegzorg, schriftelijk overeen op welke wijze de ouders of de voogd, hun recht op persoonlijk contact, bepaald in artikel 387^{undecies}, kunnen uitoefenen, rekening houdend met de mogelijkheden en leefomstandigheden van de ouders.

De overeenkomst kan ter homologatie worden voorgelegd aan de familierechtbank, overeenkomstig de artikelen 1253^{ter}/4 en 1253^{ter}/6 van het Gerechtelijk Wetboek. De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind.

Indien de ouders of de voogd en de pleegzorgers geen akkoord kunnen bereiken, doet de rechter uitspraak op verzoek van de meest gereede partij."

Art. 9. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387septies rédigé comme suit:

“Art. 387septies. § 1^{er}. Les parents ou le tuteur et les accueillants familiaux peuvent convenir, par écrit, avec l’intervention de l’organe compétent en matière d’accueil familial, d’également déléguer aux accueillants familiaux, complètement ou partiellement, y compris en dehors des cas d’urgence, la compétence de prendre les décisions importantes concernant la santé, l’éducation, la formation, les loisirs et l’orientation religieuse ou philosophique de l’enfant, à l’exception des droits et des devoirs relatifs à l’état de la personne de l’enfant. Les droits et les devoirs concernant l’administration des biens de l’enfant peuvent également être délégués aux accueillants familiaux par voie de convention.

La convention mentionne explicitement les droits et devoirs qui sont délégués aux accueillants familiaux en vue de l’exercice de l’autorité parentale. La convention fixe les modalités de l’exercice des compétences déléguées entre les parents et les accueillants familiaux.

§ 2. La convention est soumise pour homologation au tribunal de la famille, conformément aux articles 1253ter/4 et 1253ter/6 du Code judiciaire. L’homologation ne peut être refusée que si elle est contraire à l’intérêt de l’enfant.

La convention homologuée ne peut pas porter préjudice à la durée de l’accueil familial fixée par les organes compétents en matière d’accueil familial.”.

Art. 10. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387octies rédigé comme suit:

“Art. 387octies. § 1^{er}. A défaut de convention telle que visée à l’article 387septies et à condition que pendant au moins un an avant la demande, l’enfant ait été placé de manière permanente dans la famille des accueillants familiaux, les accueillants familiaux peuvent demander au tribunal de la famille de leur déléguer, également hors le cas d’urgence, en tout ou en partie, la compétence de prendre des décisions importantes concernant la santé, l’éducation, la formation, les loisirs et l’orientation religieuse ou philosophique de l’enfant, à l’exception des droits et devoirs relatifs à l’état de la personne de l’enfant. Les droits et devoirs relatifs à la gestion des biens de l’enfant peuvent également être délégués aux accueillants familiaux.

La demande est introduite conformément aux articles 1253ter/4 à 1253ter/6 du Code judiciaire.

Le jugement ne peut pas porter atteinte à la durée de l’accueil familial fixée par les organes compétents pour l’accueil familial.

Ils intentent leur action contre, selon le cas, les deux parents, le parent unique ou le tuteur de l’enfant.

§ 2. Le jugement ou l’arrêt mentionne explicitement les droits et devoirs qui sont délégués aux accueillants familiaux en vue de l’exercice de l’autorité parentale.”.

Art. 11. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387novies rédigé comme suit:

“Art. 387novies. Les accueillants familiaux exercent conjointement les compétences qui, conformément au présent chapitre, leur ont été déléguées sur l’enfant.

A l’égard des tiers de bonne foi, chacun des accueillants familiaux est réputé agir avec l’accord de l’autre quand il accomplit seul un acte ayant trait aux compétences qui leur ont été déléguées, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

A défaut d’accord, chacun des accueillants familiaux peut saisir le tribunal de la famille, conformément à l’article 387duodecies.”.

Art. 12. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387decies, rédigé comme suit:

“Art. 387decies. Dans l’exercice des droits et devoirs qui leurs sont délégués conformément au présent chapitre, les accueillants familiaux prennent autant que possible en considération les principes auxquels ont souscrit les parents ou le tuteur et établis, le cas échéant, conformément à la réglementation applicable en matière de protection de la jeunesse, en particulier dans le cadre des compétences visées à l’article 374, § 1^{er}, alinéa 2.”.

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387septies ingevoegd, luidende:

“Art. 387septies. § 1. De ouders of de voogd en de pleegzorgers kunnen schriftelijk, met tussenkomst van het bevoegde orgaan voor pleegzorg, overeenkomen om ook de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, ook buiten het geval van dringende noodzakelijkheid volledig of gedeeltelijk te delegeren aan de pleegzorgers, met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon van het kind. Ook de rechten en plichten omtrent het beheer van de goederen van het kind kunnen bij overeenkomst aan de pleegzorgers worden gedelegeerd.

De overeenkomst vermeldt uitdrukkelijk de rechten en plichten die ter uitoefening van het ouderlijk gezag worden gedelegeerd aan de pleegzorgers. De overeenkomst bepaalt de modaliteiten van uitoefening tussen de ouders en de pleegzorgers van de gedelegeerde bevoegdheden.

§ 2. De overeenkomst wordt ter homologatie voorgelegd aan de familierechtbank, overeenkomstig de artikelen 1253ter/4 en 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek. De homologatie kan slechts worden geweigerd indien ze in strijd is met het belang van het kind.

De gehomologeerde overeenkomst kan geen afbreuk doen aan de door de bevoegde organen voor pleegzorg bepaalde duurtijd van de pleegzorg.”.

Art. 10. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387octies ingevoegd, luidende:

“Art. 387octies. § 1. Bij gebrek aan een overeenkomst zoals bedoeld in artikel 387septies en op voorwaarde dat het kind gedurende ten minste één jaar voorafgaand aan het verzoek voortdurend was geplaatst in het gezin van de pleegzorgers, kunnen de pleegzorgers de familierechtbank verzoeken om ook buiten het geval van dringende noodzakelijkheid, de bevoegdheid om de belangrijke beslissingen te nemen omtrent de gezondheid, de opvoeding, de opleiding, de ontspanning en de godsdienstige of levensbeschouwelijke keuzes van het kind, volledig of gedeeltelijk, aan hen te delegeren, met uitzondering van de rechten en plichten omtrent de staat van de persoon van het kind. Ook de rechten en plichten omtrent het beheer van de goederen van het kind kunnen aan de pleegzorgers worden gedelegeerd.

Het verzoek wordt ingesteld overeenkomstig de artikelen 1253ter/4 tot 1253ter/6 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het vonnis kan geen afbreuk doen aan de door de bevoegde organen voor pleegzorg bepaalde duurtijd van de pleegzorg.

Zij stellen hun vordering al naar gelang het geval in tegen beide ouders, de enige ouder of de voogd van het kind.

§ 2. Het vonnis of arrest vermeldt uitdrukkelijk de rechten en plichten die ter uitoefening van het ouderlijk gezag worden gedelegeerd aan de pleegzorgers.”.

Art. 11. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387novies ingevoegd, luidende:

“Art. 387novies. De pleegzorgers oefenen de overeenkomstig dit hoofdstuk aan hen gedelegeerde bevoegdheden over het kind gezamenlijk uit.

Ten opzichte van derden die te goeder trouw zijn, wordt elke pleegzorger geacht te handelen met de andere pleegzorger wanneer hij, alleen, een handeling stelt die met de aan hen gedelegeerde bevoegdheden verband houdt, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Bij gebreke van instemming kan een van beide pleegzorgers de zaak bij de familierechtbank aanhangig maken overeenkomstig artikel 387duodecies.”.

Art. 12. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387decies ingevoegd, luidende:

“Art. 387decies. Bij de uitoefening van de hun overeenkomstig dit hoofdstuk gedelegeerde rechten en plichten nemen de pleegzorgers zoveel mogelijk de door de ouders of de voogd gekozen beginselen zoals, in voorkomend geval, vastgelegd overeenkomstig de toepasselijke regelgeving inzake jeugdbescherming, in acht, in het bijzonder bij de bevoegdheden als bedoeld in artikel 374, § 1, tweede lid.”.

Art. 13. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387*undecies* rédigé comme suit:

“Art. 387*undecies*. Les parents ou le tuteur conservent le droit de surveiller l'éducation de l'enfant, qu'ils exercent ou non l'autorité parentale. Ils peuvent obtenir toutes les informations utiles à cet égard auprès des accueillants familiaux ou de tiers et s'adresser au tribunal de la famille dans l'intérêt de l'enfant. Les parents ou le tuteur conservent également le droit aux relations personnelles avec l'enfant. Ces relations personnelles ne peuvent être refusées que pour des motifs très graves.”.

Art. 14. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387*duodecies* rédigé comme suit:

“Art. 387*duodecies*. Le tribunal de la famille peut, à la demande des père et mère, de l'un d'eux, du tuteur, des accueillants familiaux ou du procureur du Roi, ordonner, modifier ou mettre fin, dans l'intérêt de l'enfant, à toute décision relative à l'autorité parentale et ce conformément aux articles 1253*ter*/4 à 1253*ter*/6 du Code judiciaire.”.

Art. 15. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387*terdecies* rédigé comme suit:

“Art. 387*terdecies*. Les droits et devoirs délégués en vue de l'exercice de l'autorité parentale et attribués aux accueillants familiaux conformément au présent chapitre s'éteignent de plein droit:

- 1° à la majorité de l'enfant;
- 2° en cas de décès des accueillants familiaux;
- 3° en cas de décès, d'émancipation ou d'adoption de l'enfant;

4° s'il est mis fin au placement conformément à la réglementation applicable en matière d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.”.

Art. 16. Dans le même chapitre II, il est inséré un article 387*quaterdecies* rédigé comme suit:

“Art. 387*quaterdecies*. Pour l'application de l'article 375*bis*, la personne chez qui un enfant a été placé de manière permanente pendant au moins un an est présumée avoir un lien d'affection particulier avec cet enfant.”.

CHAPITRE 3. — Modifications du Code judiciaire

Art. 17. Dans l'article 572*bis*, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, inséré par la loi du 30 juillet 2013 et modifié par la loi du 8 mai 2014, les mots “et au tribunal de la jeunesse, dans le cadre des mesures de protection de la jeunesse,” sont insérés entre les mots “reconnues au juge de paix” et les mots “et des législations particulières”.

Art. 18. Dans l'article 1253*ter*/4, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013 et modifié par la loi du 8 mai 2014, il est inséré un 2/1° rédigé comme suit:

“2/1° à l'accueil familial;”.

Art. 19. L'article 1253*ter*/8 du même Code, inséré par la loi du 30 juillet 2013, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit:

“Le tribunal de la famille peut, à la demande de la partie la plus diligente ou du ministère public, se prononcer sur les mesures relatives à l'autorité parentale visées à l'article 7 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.”.

CHAPITRE 4. — Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait

Art. 20. L'article 7 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait est rétabli dans la rédaction suivante:

“Art. 7. Le tribunal de la jeunesse peut statuer sur toutes les mesures en matière d'autorité parentale visées au livre I^{er}, titre IX, du Code civil, pourvu qu'il y ait une connexité entre celles-ci et les mesures de protection de la jeunesse qui ont été ordonnées.”.

Art. 21. Dans la même loi, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit:

“Art. 7/1. Les mesures prononcées par le tribunal de la famille en matière d'autorité parentale sont suspendues si elles sont incompatibles avec les mesures de protection de la jeunesse ordonnées, et ce, jusqu'à ce que la mesure de protection de la jeunesse prenne fin ou jusqu'à ce que le tribunal de la jeunesse en décide autrement.

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387*undecies* ingevoegd, luidende:

“Art. 387*undecies*. De ouders of de voogd behouden het recht om toezicht uit te oefenen op de opvoeding van het kind, ongeacht of ze het ouderlijk gezag uitoefenen. Zij kunnen bij de pleegzorgers of bij derden alle nuttige informatie hieromtrent inwinnen en zich in het belang van het kind tot de familierechtbank wenden. De ouders of de voogd behouden eveneens het recht op persoonlijk contact met het kind. Dit persoonlijk contact kan enkel om bijzonder ernstige redenen worden geweigerd.”.

Art. 14. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387*duodecies* ingevoegd, luidende:

“Art. 387*duodecies*. De familierechtbank kan in het belang van het kind, op verzoek van beide ouders of van één van hen, de voogd, de pleegzorgers dan wel van de procureur des Konings alle beslissingen met betrekking tot het ouderlijk gezag opleggen, wijzigen of beëindigen, overeenkomstig de artikelen 1253*ter*/4 tot 1253*ter*/6 van het Gerechtelijk Wetboek.”.

Art. 15. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387*terdecies* ingevoegd, luidende:

“Art. 387*terdecies*. De gedelegeerde rechten en plichten ter uitoefening van het ouderlijk gezag die overeenkomstig dit hoofdstuk werden toegekend aan de pleegzorgers doven van rechtswege uit:

- 1° bij de meerderjarigheid van het kind;
- 2° bij het overlijden van de pleegzorgers;
- 3° bij het overlijden, de ontvoogding of de adoptie van het kind;

4° indien er een einde komt aan de plaatsing overeenkomstig de toepasselijke regelgeving inzake jeugdbijstand en jeugdbescherming.”.

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk II wordt een artikel 387*quaterdecies* ingevoegd, luidende:

“Art. 387*quaterdecies*. Voor de toepassing van artikel 375*bis* wordt de persoon bij wie een kind minstens één jaar voortdurend werd geplaatst, vermoed een bijzondere affectieve band te hebben met dit kind.”.

HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 17. In artikel 572*bis*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013 en gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, worden de woorden “de jeugdrechtbank, in het kader van de jeugdbeschermingsmaatregelen” toegevoegd na de woorden “de vrederechter”.

Art. 18. In artikel 1253*ter*/4, § 2, eerste lid van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij wet van 30 juli 2013 en gewijzigd bij wet van 8 mei 2014, wordt de bepaling 2/1° ingevoegd, luidende:

“2/1° de pleegzorg;”.

Art. 19. Artikel 1253*ter*/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende:

“De familierechtbank kan, op verzoek van de meest gereede partij of het openbaar ministerie, uitspraak doen over de maatregelen betreffende het ouderlijk gezag bedoeld in artikel 7 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.”.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade

Art. 20. Artikel 7 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade wordt hersteld als volgt:

‘Art. 7. De jeugdrechtbank kan uitspraak doen over alle maatregelen inzake het ouderlijk gezag bedoeld in boek I, titel IX van het Burgerlijk Wetboek, voor zover deze samenhangen met de bevolen jeugdbeschermingsmaatregelen.”.

Art. 21. In dezelfde wet wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 7/1. De door de familierechtbank uitgesproken maatregelen inzake ouderlijk gezag worden geschorst voor zover deze onverenigbaar zijn met de bevolen jeugdbeschermingsmaatregelen, tot de beëindiging van de jeugdbeschermingsmaatregel of tot de jeugdrechtbank hier anders over beslist.

Après la fin de la mesure de protection de la jeunesse, les mesures ordonnées conformément à l'article 7 restent d'application, ou, le cas échéant, les mesures suspendues entrent de nouveau en vigueur, jusqu'à ce que les parties en conviennent autrement ou jusqu'à ce que le tribunal de la famille en décide autrement."

Art. 22. L'article 45, 1^o, de la même loi est rétabli dans la rédaction suivante:

"1^o d'office, à la demande du ministère public, des parents ou, le cas échéant, des accueillants familiaux s'il s'agit d'une matière visée à l'article 7."

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

Art. 23. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. 54-697

Na de beëindiging van de jeugdbeschermingsmaatregel blijven de overeenkomstig artikel 7 bevolen maatregelen van toepassing, of treden, in voorkomend geval, de geschorste maatregelen opnieuw in werking, tot op het ogenblik dat de partijen hieromtrent anders overeenkomen, of de familierechtbank hierover beslist."

Art. 22. In artikel 45 van dezelfde wet wordt de bepaling onder 1^o hersteld als volgt:

"1^o ambtshalve, op vraag van het openbaar ministerie, de ouders of, in voorkomend geval, de pleegzorgers, in geval van een aangelegenheid overeenkomstig artikel 7."

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

Art. 23. Deze wet treedt in werking op 1 september 2017.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be):

Stukken. 54-697

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2017/30147]

12 MARS 2017. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux de la Sûreté de l'Etat

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43ter ;

Vu l'arrêté royal du 19 janvier 2010 fixant les cadres linguistiques des services centraux de la Sûreté de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 2005 déterminant, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie ;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 2009 déterminant, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie ;

Vu le plan de personnel 2015 de la Sûreté de l'Etat, approuvé par les autorités compétentes ;

Considérant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article 54, alinéa 2, des lois précitées ;

Vu l'avis nr. 48.270 de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 2 décembre 2016;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les services intérieurs centraux, les emplois des différents degrés de la hiérarchie figurant dans le plan de personnel de la Sûreté de l'Etat, sont répartis en un cadre linguistique francophone et un cadre linguistique néerlandophone dont les proportions fixées par le tableau nr. 1 joint au présent arrêté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2017/30147]

12 MAART 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de taalkaders voor de centrale diensten van de Veiligheid van de Staat

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43ter;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 januari 2010 tot vaststelling van de taalkaders voor de centrale diensten van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 2005 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, die een zelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, die een zelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het personeelsplan 2015 van de Veiligheid van de Staat, goedgekeurd door de bevoegde autoriteiten;

Overwegende dat voldaan werd aan de voorschriften van artikel 54, tweede lid van de voormelde wetten;

Gelet op het advies nr. 48.270 van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 2 december 2016;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de centrale binnendiensten worden de betrekkingen in elke trap van de hiërarchie die in het personeelsplan van de Veiligheid van de Staat zijn opgenomen, verdeeld tussen het Franse en het Nederlandse taalkader volgens de verhoudingen die in de bij dit besluit gevoegde tabel nr. 1 zijn bepaald.